

Monde : 12 événements qui devraient marquer 2015

Ebola, Russie, BCE, Etat islamique, Chine, etc... « Les Echos » vous dévoilent leurs prévisions pour l'année à venir.

01 // La crise entre la Russie et l'Ukraine risque de s'aggraver encore

Les négociations de paix en cours entre Kiev et les séparatistes de l'est du pays soutenus militairement par Moscou piétinent. Etranglé par la chute des cours du pétrole et les sanctions occidentales, qui ont suscité une chute du rouble appauvrissant les Russes, Vladimir Poutine renoncera-t-il à déstabiliser, via un « conflit gelé », une Ukraine venant de renoncer à son statut de non-aligné ? Rien n'est moins sûr, car le maître du Kremlin est du genre à privilégier la géostratégie sur la prospérité de ses concitoyens.

02 // Chassé-croisé en vue entre la Fed et la BCE

Forte d'une santé économique retrouvée aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine va relever ses taux directeurs. La semaine passée, le président de la Fed de San Francisco, John Williams, a mentionné « le mois de juin ». Rien de tel en Europe, où la Banque centrale européenne va sûrement adopter de nouvelles mesures non conventionnelles pour éviter que la zone euro ne sombre dans la déflation. La BCE déclenchera l'arme nucléaire des achats de dettes souveraines, probablement au premier trimestre, voire dès janvier.

03 // L'année du reflux pour l'Etat islamique

Le conflit contre l'Etat islamique (EI) ou encore Daech prendra des années, peut-être une décennie, a averti le chef d'Etat major américain au début de l'engagement de son pays. Sans doute les images d'otages occidentaux égorgés ou de civils tués en Syrie et Irak par ces fous de Dieu scanderont-elles encore longtemps l'actualité comme en 2014. Mais sur le terrain, Daech devrait subir de plus en plus de revers en 2015. Ses unités sont obligées de se disperser pour éviter de constituer des cibles trop voyantes pour les drones et les avions américains ou les chasseurs britanniques, français, etc. L'EI a dû abandonner le siège du Mont Sinjar où il comptait massacrer chrétiens et yézidis. Il a été délogé de la région stratégique de Jurf Al Sakhr au sud de Bagdad, ou de Baïji au nord. La ville syrienne de Kobané, qui était censée tomber, est toujours tenue pour moitié par les Kurdes. Certes, les flots de recrutements de djihadistes, notamment occidentaux, ne faiblissent pas, mais l'EI a exécuté plusieurs centaines de ses propres combattants récemment, signe de problème inédits de discipline. Son recours aux attentats suicide est aussi la contrepartie de son incapacité à s'imposer désormais dans la bataille. Surtout, Ankara se résignerait à aider un peu les Kurdes, un revirement aussi bienvenu

qu'inattendu. La chute de Raqa, la capitale de l'EI, est envisageable, même si l'Etat islamique survivra vraisemblablement sous forme d'organisation terroriste classique.

04 // Chine : croissance en recul et tensions régionales

La croissance de la Chine ralentit et les tensions avec ses voisins, Japon et Vietnam surtout, – le « plus grand risque géopolitique de notre époque », selon Nouriel Roubini – n'ont cessé de flamber en 2014, et devraient durer. De nouveaux dirigeants plus nationalistes sont en place et l'inexorable émergence de la puissance économique et stratégique de la Chine lui impose de sécuriser avec intransigeance ses voies maritimes.

Les prévisions plus ou moins conformes des Echos en 2014

Lors du précédent exercice de lecture dans une boule de cristal sur les douze évènements qui allaient marquer l'année 2014 (édition du 1er janvier 2014), « Les Echos » se sont lourdement trompés ; ils n'avaient pas prévu la déroute du Brésil devant l'Allemagne en demi-finale du Mondial de football.

Hormis cela, ils avaient vu juste dans la majorité de leurs prévisions, même si certains de ces évènements étaient tout simplement inscrits au calendrier, tels les élections européennes (ils avaient prévu une forte poussée eurosceptique), ou celles de mi-mandat aux Etats-Unis (ils furent moins visionnaires, au vu finalement du lourd revers des Démocrates). Comme annoncé, le Dow Jones a dépassé les 18 000 points, l'Ecosse a refusé son indépendance par référendum, les négociations sur le nucléaire entre l'Iran et les Occidentaux ont avancé doucement, Dilma Roussef a été réélue de justesse au Brésil et les nationalistes ont remporté les législatives en Inde. En revanche, Les Echos n'avaient pas du tout imaginé que l'année serait marquée par la crise entre l'Ukraine et la Russie, l'émergence de l'Etat islamique en Syrie-Irak et la normalisation des relations entre les Etats-Unis et Cuba.

05 // Europe : la relance de l'investissement semée d'embûches

La plupart des économistes sont sceptiques sur la capacité du plan de Jean-Claude Juncker (photo), qui table sur 315 milliards d'investissements supplémentaires entre 2015 et 2017 en Europe, à donner un nouveau souffle à la croissance européenne. La mise de fonds initiale (21 milliards d'euros) est trop faible, l'effet de levier escompté trop ambitieux (15 euros de financements privés pour 1 euros de financement public) et la liste des projets financés trop flous.

06 // Grèce : une gauche radicale « pragmatique » aux portes du pouvoir

Le Parlement grec a été dissous le dernier jour de l'année, des législatives sont prévues le 25 janvier et la gauche radicale est aux portes du pouvoir. Une nouvelle restructuration de la dette

publique et la fin de la rigueur économique sont à son programme. Mais Syriza devra composer avec des partis centristes, et son leader Tsípras (photo), pro-européen et pro-euro, ne jure désormais que par des solutions « concertées ».

07 // Le virus Ebola va obliger à revoir la gouvernance mondiale sur la santé

Ebola aura surpris et angoissé le monde en 2014. L'épidémie a fait près de 7.900 morts et contaminé plus de 20.000 personnes depuis un an. Phénomène nouveau, elle se sera même exportée hors d'Afrique ; et si son extension s'est globalement ralentie, l'ONU n'aura pas atteint son objectif de 100 % des cas traités au 1er janvier 2015. Au-delà de la crise, l'explosion d'Ebola a révélé une grave défaillance de la gouvernance internationale. L'OMS, qui été « déconstruite » ces dernières années, a vu sa capacité opérationnelle pratiquement balayée, et la multipolarité du monde a dilué les responsabilités des Etats, au point de projeter le secteur privé – ONG et fondations – sur le front des crises humanitaires. Ebola est un signal d'alarme : les pouvoirs publics dans le monde sont-ils prêts à faire face à des pandémies encore plus virulentes ?

08 // Les prix du pétrole DEVRAIENT encore reculer

A moins de 55 dollars le baril en ce début d'année, le prix du pétrole va sans doute continuer de reculer, car une guerre totale entre producteurs se profile. Les Etats-Unis ont ouvert un nouveau front en autorisant l'exportation de pétrole brut léger, rompant ainsi avec un embargo de quarante ans. De son côté, l'Arabie saoudite, jadis résolue à défendre pied à pied le seuil des 100 dollars le baril, veut en priorité garantir ses parts de marché, alors même que la production des schistes américains bat son plein et que la demande mondiale est atone. Pour l'heure, abstraction faite des tensions géopolitiques en Ukraine, au Moyen-Orient et en Libye susceptibles de faire rebondir les cours en cas d'aggravation, le prix de l'or noir restera orienté à la baisse. Les marchés à terme anticipent un niveau compris entre 48 et 85 dollars à l'horizon 2019.

09 // Un accord commercial entre les États-Unis et l'Europe mal engagé

Les chefs d'Etats et de gouvernements européens, lors de leur Conseil de décembre, ont dit vouloir conclure les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement avec les Etats-Unis (TTIP) d'ici à la fin 2015. Un vœu difficile à exaucer tant les discussions, depuis juillet 2013, déclenchent des oppositions au sein de la société civile et même des gouvernements. Le chapitre sur la protection des investissements cristallise le plus les résistances. De l'aveu de la nouvelle commissaire européenne au Commerce, Cécilia Malmström, « ce serait déjà bien si nous avions un début de canevas à la fin de 2015 ». Pour de nombreux experts, le TTIP ne verra jamais le jour ou accouchera, au mieux, d'une souris.

10 // Nucléaire iranien : de bonnes raisons d'aboutir enfin

L'échéance pour un accord global entre Washington et Téhéran sur le programme nucléaire controversé de ce dernier a déjà été repoussée deux fois depuis le premier accord intérimaire de novembre 2013. Mais celle du 1er juillet pourrait être la bonne, treize ans après les premières informations laissant craindre un programme militaire. La volonté de réconciliation est palpable du côté de Barack Obama, qui veut en faire un point clef de son bilan, comme du président iranien, Hassan Rohani (photo), dont le pays est épuisé par les sanctions occidentales. Téhéran et Washington sont aussi alliés contre l'Etat islamique. Reste à savoir si l'Iran ne cherchera pas encore à jouer double jeu...

11 // La crainte d'une vague de terrorisme djihadiste

Des « loups solitaires » djihadistes, que les services de renseignement peinent à repérer, tenteront vraisemblablement de nouvelles attaques dans la foulée, en 2014, de l'assaut du parlement du Québec et de la prise d'otage de Sydney. Les pays occidentaux devront faire preuve de résilience pour se défendre en préservant libertés publiques et entente interconfessionnelle.

12 // David Cameron créera-t-il la surprise ?

Paraphrasant une phrase célèbre sur le football où « à la fin ce sont les Allemands qui gagnent », Tony Blair dit s'attendre à ce que les conservateurs de David Cameron remportent les législatives du 7 mai, « comme d'habitude ». Les sondages donnent pourtant les travaillistes gagnants. Cameron, lui, a promis un référendum sur l'appartenance du pays à l'Union européenne